

**Zeitschrift:** The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK  
**Herausgeber:** Federation of Swiss Societies in the United Kingdom  
**Band:** - (1934)  
**Heft:** 682  
  
**Artikel:** Du colonel à ses ennemis  
**Autor:** Mahert, Rodo  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-694242>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 05.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Switzerland once again lost the toss and barely three minutes have passed when Kaburek, quite unmarked in front of goal, receives a pass from Gschweidl and the foul deed is done, 1:0 for Austria. And three minutes later Skoumal takes a free kick; Séchehaye for one reason or another is completely bamboozled, misses the ball to everybody's surprise and the score is 2:0. And so it remained till half-time. Switzerland have a fair share of the game; they manage to get four corners, against Austria's none, but there it ended. The Austria goalie is very safe, the backs in great form and most of the shots made by our men fly over or past the goal. Barely two minutes after resuming, Gschweidl lets go a beauty; Séchehaye stops but fails to hold the ball and the irrepressible Zischek does the rest, 3:0! The responsibility for the last two goals must lie with Séchehaye who had a complete off-day. In fact he appears to suffer from loss of form this season as compared with a year or two ago, when he was recognised to be one of the best continental keepers. I presume he will now get the rest which he apparently needs. Our backs were good after that first surprise goal; of the halves, Jaccard was the best and whilst the forwards may collectively be termed fair, they were very remiss in their shooting. Four corners in each half, but not a goal! Once again, Schwamm drüber.

M.G.

### DU COLONEL A SES ENNEMIS.

Au terme d'une longue et pénible campagne, le Conseil national s'est occupé enfin, dès sa rentrée, du cas du colonel Wille, et l'on peut avancer que le parlement bien plus que le gouvernement a liquidé l'affaire et marqué la valeur de quelques principes un peu négligés.

Ceci tranché et les militaires ayant été rappelés à la prudence — contre quoi seulement certains ont pu pécher — on se sent à l'aise de nouveau pour prier qu'après le colonel on considère le plaignant aussi et que, de ce côté comme de l'autre, on ne manque pas de remettre certaines choses au point.

C'est M. Muller en effet, conseiller national communiste, qui attacha le grelot et dénonça le colonel. A entendre ce politicien vengeur et ses amis de divers bords, il ne s'agissait pas du tout de provoquer l'agitation dans le pays, de jeter un soupçon de plus sur l'armée et de mettre ainsi en échec la loi prolongeant les écoles de recrues. Des mobiles autrement élevés, le seul souci de veiller à l'indépendance et à la neutralité du pays ainsi qu'au salut de la démocratie auraient guidé et guident encore nos paladins sur le sentier de la guerre, et l'on ne ferait en somme grief au colonel

Wille que de n'être pas suffisamment suisse, ce qui est assez plaisant dans un pays débonnaire où il suffit, lorsqu'on est étranger, de se faire naturaliser pour briguer les plus hautes charges au parlement et dans la magistrature.

Il n'empêche que même de bons bourgeois ont applaudi communistes et socialistes dans leur croisade contre le colonel, étonnés et ravis qu'étaient ces Dandins en pousse de voir les extrémistes de gauche se consacrer tout à coup au maintien de nos pures traditions.

Cependant, et grâce, encore une fois, aux députés bien plus qu'au ministre de la guerre, le colonel ayant été mis en garde contre certaines imprudences et rappelé au sain principe de l'armée muette, on ferait bien de se retourner vers les extrémistes de gauche pour leur dire d'abord qu'on ne croit point du tout à leur généreux dessein de veiller au salut du pays et de la démocratie, mais plutôt qu'on ne voit dans leur campagne contre le colonel Wille que la pauvre raison de parti.

A travers la personne d'un chef, dont le tort établi fut de ne pas savoir demeurer complètement, parfaitement invulnérable, c'est à l'armée entière que les extrémistes en question en avaient, ne cessant pas d'en avoir, et il n'est, pour s'en persuader, que de constater comme ces étranges gardiens de notre vertu continuent d'user de l'argument-colonel dans l'attaque qu'ils mènent contre la défense nationale, en général, et contre la loi sur la prolongation des écoles de recrues, en particulier.

N'allons donc pas voir dans l'attitude et les propos des ennemis du colonel Wille autre chose que le calcul de parti, et, si cette attitude et ces propos nous ont permis de remettre quelque ordre où il en manquait un peu, ne tolérons pas davantage qu'un plus large et plus profond désordre persiste ailleurs.

Autrement dit, l'occasion est excellente de demander à M. Muller, conseiller national, et à ses camarades du parlement s'ils ne se sentent point en contravention beaucoup plus gravement encore que le colonel et s'il est honnêtement possible de concilier leur idéal révolutionnaire et la promesse qu'ils font, en entrant dans les conseils du pays, de respecter nos lois et l'ordre établi.

Car enfin le dogme communiste prévoit franchement — il faut lui laisser ce mérite — l'action illégale et le recours à la violence pour abattre la Constitution. Aucun élu communiste n'a jamais renié ces principes essentiels du bolchévisme, mais, pour pénétrer au parlement, tous ont consenti à signer la promesse qu'on sait et qui contredit si bien leur foi: soyons assurés d'ailleurs que la foi prévaut sur la promesse!

On voit la comédie qu'il y a là-dedans, et qui pourrait fort bien tourner quelque jour à la tragédie, mais l'on reprochera moins aux élus communistes de se contredire avec éclat qu'aux bourgeois naïfs ou négligents de le tolérer.

Ne dénoncer d'entreprises contre la démocratie qu'à droite et ne rechercher de coupables que chez les officiers, c'est se dissimuler, pour mieux risquer d'en périr, le réel danger d'extrême-gauche, et l'on voudrait au moins "pour la beauté du cas," que l'inconscience à ce point portée demeurât honnête et qu'on n'exigeât plus du député une promesse qui ne saurait être sincère et valable toujours.

De toute façon, l'affaire Wille, éclaircie côté colonel, peut être l'occasion de priver les élus communistes de choisir entre le pays et le parti, entre leur doctrine et cette démocratie dont ils n'ont pris accidentellement la défense que pour tenter de mieux perdre un adversaire en portant pièce à l'armée.

Mais le bourgeois, de qui dans l'affaire tout dépend, saura-t-il jamais renoncer au calme et au confort d'un moment pour obtenir sa sécurité de toujours?

Le doute, hélas! le doute le plus large est autorisé!

Rodo Mahert.

Zum Adenke.

TAVEL †

Uese Ruedi vo Tavel isch gestorbe. Jedem, wo Bärner isch, wo-n-e chly öppli vo gueter alter Bärnerart kennt und schetzt, hets e chly weh ta, wo-n-e das gläse het.

Achtesächzgi isch er worde, er heig e schöne Tod gha, hets gheisse, ohni längs Läide, das möge mer ihm gönne. Aber dass mer nie meh chönne-n-i syni gütetige Ouge luege, wo hinder de Brüllgleser mängisch e so lustig fureblitz heit, das isch fasch nid z'gloube.

Wär wetti o alls ufzelle, was mer däm Ma z'verdanke hei, wo-n-i als chlyne Bueb so mängisch ha gseh us sym schöne Sitz a der Schosshalde z'Bärn i d'Nidegg abe z'Predig ga? Ja, das isch dā ärnst und fümähm Patrizier gsy, wo-n-is geng wieder öppe-n-es luschtig Gschichtli us fruriger Zyt het gwünscht z'verzelle, wo-n-is mit däm herrliche melange vo Dütsch und Wäitsch het gmacht z'lache, dass üs d'Träne abegloffe sy. Und jitz gits bim Franke am Buebärgplatz uf d'Wienachte-n-e kei "nöie Tavel" meh ... Ja gäll, so geits!

Aber die, wo-n-e hei gähn gha, die vergässe-n-e nid, für die blibt är sälber, was er uf sys letzte Buech gschribet het; Meister und Ritter.

Wd.  
(Journal Suisse d'Egypte)

### SCHWEIZERISCHE TRUPPENAUFGEBOTE UND GRENZBESETZUNGEN SEIT DEM 16. JAHRHUNDERT BIS 1870-71.

Es dürfte vielleicht, im Zeitpunkte der 20. Jährung der Kriegsmobilmachung vom August 1914, interessieren, was in militärischer Hinsicht in unserem und durch unser Land gegangen ist.

Ab 1620 hält ein eidg. Truppenkordon die Rheingrenze von Basel bis Schaffhausen besetzt. In diesem Jahre verweigert Basel dem Markgrafen von Basel den Durchgang und befestigt seine Brücken. Das besonders bedrohte Schaffhausen lässt Offiziere aus Bern und Zürich kommen, schickt 1621 6 junge Leute nach Genf, um die Kriegskunst zu lernen, bessert seine Mauern und Türme aus und wirbt eine Garnison von fremden Musketieren an.

Die Verwüstungen Tillys im Elsass veranlassen die Tagsatzung 1624 ein Korps von Freiwilligen auszuheben und die Befestigungen zu verstärken. 1628, als sich eine kaiserliche Armee dem Rhein nähert, beziehen 6000 Eidgenossen Stellung im Rheintal, im Thurgau und in der Grafschaft Baden. 1633, der schwedische General Horn nimmt mit seinen 6000 Mann die von 300 Schwyzern besetzte Brücke bei Stein und marschiert mit Bewilligung Zürichs durch Thurgausches Gebiet Richtung Konstanz, um diese Stadt zu belagern. 3000 St. Galler rücken im Thurgau vor und einige Hundert Zürcher marschieren in Schaffhausen ein unter Führung von Oberst Ulrich, während 20,000 Kaiserliche ungestraft Basel durchziehen.

Die ständige Bedrohung der Grenzen veranlasst die Orte an den bernischen General von Erlach-Gastelen heranzutreten zur Uebernahme des Kommandos über die kantonalen Detachements. Sein Plan verlangt eine Truppenmacht von 12,000 Mann Fussvolk und 15,000 Reiter. Davon muss ein Teil von fremden Söldnern angeworben werden; denn 40,000 Schweizer stehen in den Regimentern Frankreichs, Schwedens Oesterreichs und der deutschen Fürsten.

1634 verstärken Basel-Bern, Schaffhausen und Zürich die Grenztruppen um 6000-7000 Mann. Die durch von Erlach reorganisierte Armee bleibt bis 1638 zur Intervention bereit; sie wird wieder-

holt mobil gemacht. Trotzdem wird der eidgenössische Boden durch fremde Truppen des öftern betreten, so in Graubünden durch Spanien und Oesterreicher gegen Franzosen und Schweizer; die Armee des Herzogs Rohan zieht 1635 bis 39 zweimal durch unser Gebiet; im Winter 1637/38 bezieht die Armee des Herzogs von Sachsen-Weimar ihre Quartiere auf dem Gebiet des Bischofs von Basel. Dank einem nächtlichen Durchzug durch Baslergebiet gelingt ihm der Handstreich aufs oesterreichische Fricktal. Diesem Handstreich folgt die zweite Schlacht von Rheinfelden; 7000 Flüchtlinge wenden sich nach Basel. 1647 wird die Tagsatzung in Wil versammelt, während sich die Armee Turrens der Grenze nähert und einige Verstärkungen nach dem Thurgau entsendet.

Im Bewusstsein der ungenügenden Wehrorganisation und im Bestreben, alle Orte zum Schutze der Grenzen zu verpflichten, entsteht nach den Vorschlägen von Erlachs das sogenannte Defensionale, die erste eidgenössische Wehrverfassung nach den Prinzipien des Grenzschutzes und der bewaffneten Neutralität, revidiert 1664, 1668 und 1702 durch den sogenannten Schirmvertrag.

1676 rücken eine französische und eine kaiserliche Armee heran und ein Zuzug wird, gestützt auf das Defensionale, nach Basel entsandt. Die katholischen Orte Schwyz und Glarus halten ihre Mannschaften zurück. 1673 Krieg in Holland und Burgund; Zürich bietet sein doppeltes Kontingent auf. 1674 wird das Gebiet bei Basel durch eine Abteilung Kaiserlicher verletzt. Zuzufolge Fortdauer der Feindseligkeiten auf dem rechten Rheinufer muss die Eidgenossenschaft ständig einen Verteidigungskordon halten. 40,000 Mann waren bereit, jederzeit zu marschieren. Trotzdem marschiert Marschall Créquy 1678 durch baslerisches Gebiet in Riehen mit einem französischen Korps, während 2650 Eidgenossen die Brücke von Rheinfelden besetzt halten. 1681 verteidigen 3000 Mann die Rheinübergänge und die gesamte Wehrmacht der Orte und der Zugewandten, Genf begriffen, ist auf Pikett gestellt. 1689-91, während des Krieges der Augsburger Liga, hält eine Garnison von 2500 Mann Basel besetzt.

1702 arbeitet die Tagsatzung eine neue, für den Augenblick geltende, stark an die Wehrver-

fassung von 1668 anlehende Wehrverfassung aus, von allen Orten angenommen.

1707, während des spanischen Erbfolgekrieges, versammelt Ludwig XIV. 27 Bataillone und 11 Schwadronen in Besancon und Hünningen, um Neuenburg für die Herrschaft des Preussenkönigs zu strafen. Bern und Neuenburg werfen sofort 9000 Mann unter General de Saconay-Bursinel an die Jura Grenze. 30,000 aus verschiedenen Orten sind marschbereit; die Waadtländer besetzen St. Croix, La Brévine und Les Verrières.

1708 überrascht General Mercy ein Zürcher Bataillon in Rheinfelden, überschreitet mit 7000 Mann den Rhein, durchquert das Basler Gebiet und dringt ins Ausland vor.

Im April 1792 erklärt Ludwig XVI. an Oesterreich den Krieg, General von Murlat deckt mit gegen 20 Bataillonen, 4 Schwadronen und 6 Batterien die Juragrenze von Basel bis zum Genfersee. Eine Division von 12,000 Mann steht im Waadtland in Reserve. Nach zweimonatigen Unterhandlungen zieht sich die französische Armee nach Savoyen zurück; Basel, die Ajoie und die Rheingrenze bleiben bis 1797 besetzt, mit vierteljährlicher Ablösung. 1793 entstand ein Invasionsprojekt Bonapartes; Frankreich annektiert Pruntrut. 1796 werden 12,000 Mann zur Bewachung der Grenze ausgehoben, wegen der auf dem Rückzug begriffenen Armee des Generals Moreau. Durch den Frieden von Campo-Formio, vom Oktober 1797, kommen das Veltlin, Cläven und Worms an Frankreich. Unter dem Vorwand, die Bevölkerung vom Joch der souveränen Kantone zu befreien, rückt General Saint-Cyr im Dezember widerstandslos in die Ajoie, ins St. Immer und Müntstertal ein und besetzt Biel. General Ménard seinerseits benützt die Waadtländische Revolution und besetzt Lausanne. Ende Januar 1798 macht Bern mobil. Zu seinen 20,000 kommen die verbündeten Kontingente von Zürich, Appenzell, Zug, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, und St. Gallen mit insgesamt 4700 Mann. General von Erlach erhält den Oberbefehl über die Eidgenössischen Truppen und teilt sie in vier Divisionen ein. Die erste Division mit 5000 Mann und 26 Geschützen stellt er im Gebiet Murten-Freiburg dem mit 20,000 Mann anrückenden General Brune entgegen, die 2. und 3. Division mit zusammen 12,000 Mann